

Introduction

*« Puisque les guerres commencent dans la tête des hommes,
c'est dans la tête des hommes qu'il faut construire la paix »*

Charte de l'UNESCO

Le changement radical de la politique étrangère soviétique et la série d'événements qui en découlèrent, entraînant ce qu'on appela plus tard « la fin de la guerre froide », sont à juste titre liés au nom de Mikhaïl Gorbatchev. Que ce soient ses anciens interlocuteurs politiques occidentaux ou ses adversaires, voire ses critiques les plus sévères dans son propre pays, personne ne conteste l'ampleur du changement qu'il réussit à apporter dans l'arène politique mondiale. La plupart des observateurs semblent prêts à reconnaître la valeur de sa vision stratégique et le talent tactique qui lui permirent d'éliminer l'antagonisme idéologique dans les relations Est-Ouest, mettant ainsi fin à la confrontation militaire et écartant (espérons-le, pour toujours) le danger d'une troisième guerre mondiale.

Il n'y a cependant pas de consensus sur certains aspects de ces événements qui continuent à faire débat en Russie et à l'étranger. Ce désaccord porte sur un nombre restreint de questions :

– Gorbatchev était-il libre de choisir d'autres orientations pour sa politique étrangère ?

– N’aurait-il pas pu obtenir de l’Ouest un meilleur « prix » pour avoir initié la transformation sans précédent de la politique étrangère de la seconde superpuissance mondiale ?

– La « récompense » finalement offerte à Gorbatchev par l’Ouest n’aurait-elle pas pu se manifester par un soutien politique plus vigoureux ? Notamment une assistance économique n’aurait-elle pas pu l’aider à conforter son pouvoir interne, lui permettant d’aller plus en avant dans ses projets de réformes ?

– Enfin, et cette question est peut-être la plus cruciale, quels étaient les facteurs fondamentaux, internes et externes, qui poussèrent la direction soviétique, et Gorbatchev en personne, à se lancer dans cette politique palpitante mais à haut risque, c’est-à-dire la mise en œuvre d’une politique étrangère nouvelle, solennellement baptisée « nouvelle pensée politique » ?

L’action de Gorbatchev en politique étrangère produisit des résultats controversés. Elle amena la fin de la guerre froide ainsi qu’une transformation sans précédent de la scène internationale, qui contribua à faire progresser les forces démocratiques, à libérer les nations opprimées et à accélérer le cours naturel de l’Histoire mondiale. Mais en même temps, l’implosion d’un pays qui avait été un des piliers de l’ordre international d’après-guerre contribua à accroître l’instabilité politique et à faire revivre les anciennes tensions, avec la prolifération de nouveaux conflits latents.

Les déclarations de Gorbatchev à ce sujet, y compris ses commentaires plusieurs années après ces événements historiques, ne donnent pas toujours de réponse définitive. On peut en dire de même des nombreux mémoires d’autres acteurs clés de l’époque, publiés au cours de ces quinze dernières années. Bien sûr, chaque contribution apporte son éclairage particulier sur le cours des événements, confirmant parfois, mais contredisant très souvent, les versions des autres décideurs. L’ensemble de ces écrits est une véritable mine d’informations en or sur ces années excitantes de changement historique. Pourtant, elles n’apportent pas de réponse à la question principale : « Pourquoi cela s’est-il passé ? ». À ce jour, cependant, la fin brutale de la guerre froide (sûrement le fait

INTRODUCTION

majeur de la seconde partie du xx^e siècle) reste un des phénomènes les plus inattendus et les plus troublants de notre époque.

La plupart des universitaires occidentaux, clairvoyants après coup, ont cherché à rationaliser des événements tumultueux qui, très souvent, étaient spontanés. Leurs livres tendent à présenter l'action politique des dirigeants soviétiques de l'époque avec un arrière-plan monochrome, voire uniforme ; ils font rarement allusion aux compromis difficiles qu'il fallait obtenir en coulisses. Le point commun de ces diverses analyses semble être la tendance à ignorer le fait que les zigzags fréquents de la politique étrangère soviétique, pendant les années Gorbatchev, reflétaient avant tout un des points les plus importants de la lutte politique intense induite par son projet global de « réformes internes ».

Quelques années après sa démission, Gorbatchev confirma, dans un entretien avec l'auteur, que dès le début, il considérait l'amélioration radicale des relations soviéto-occidentales comme la condition de base pour la réussite de la *perestroïka*, « car si nous n'avions pas mis fin à la spirale infernale de la course aux armements, nous aurions pu entraîner le monde entier dans un abîme, et nous aurions dû abandonner tous nos projets de réformes internes »¹. Cette déclaration de Gorbatchev fut confirmée par Alexander Iakovlev, son allié politique le plus proche et idéologue en chef de la *perestroïka*. Pour lui aussi, amener des changements radicaux dans les relations de l'Union soviétique avec l'Occident et établir une coopération entre l'URSS et le monde extérieur faisaient partie d'un projet beaucoup plus vaste : la transformation démocratique du système politique soviétique².

Cette explication diffère fortement des interprétations données par la plupart des analystes et leaders politiques occidentaux quant aux motifs de la nouvelle politique étrangère soviétique, interprétations plus ou moins résumées par Michael R. Beschloss et Strobe Talbott dans leur livre *Aux plus hauts niveaux*. Ils affirment que « les progrès dans le comportement du Kremlin découlaient directement des 40 années de pression permanente de l'Occident, et, en particulier, pendant les huit années de l'Administration Reagan »³. On peut lire dans les mémoires de James Baker une formulation plus laconique du même point de

vue : « La contrainte a payé », déclara le secrétaire d'État américain dans un discours à Princeton, le 12 décembre 1991, en présence de George Kennan, rédacteur du « long télégramme » envoyé de Moscou en 1946 pendant les premiers mois de la guerre froide, où cette expression parut pour la première fois⁴.

Ceci est une lecture plutôt simpliste d'un épisode historique très compliqué et prêtant à polémique. Elle réduit la fin inattendue de décennies de confrontations idéologiques et militaires Est-Ouest à une seule dimension : la détermination des tenants occidentaux de la ligne dure.

Il existe une autre interprétation occidentale selon laquelle le triomphe de l'Ouest n'était en réalité pas dû à une pression frontale sur l'URSS, dont le seul résultat était d'encourager le régime totalitaire à maintenir une ambiance de forteresse assiégée dans le pays, mais aussi dans toute la sphère d'influence soviétique. Ce fut plutôt la « cohabitation pacifique » qui, sous ses différentes formes – de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt jusqu'aux conclusions de la conférence d'Helsinki – réussit à tendre un piège aux dirigeants soviétiques, les obligeant à entrer en compétition avec l'Ouest, non seulement dans le domaine de la production d'armes, où le système était très efficace, mais aussi dans un domaine tout à fait différent. L'Union soviétique se révéla incapable d'être à la hauteur, s'agissant des libertés individuelles et des droits civiques et, surtout, pour créer des conditions de vie quotidienne correctes. C'est en grande partie cette politique qui entraîna, à terme, la décomposition du monolithe soviétique, et donna naissance à des courants réformistes pro-occidentaux. Il était évident que la coquille vide allait craquer.

Mais même une combinaison de ces deux explications, apparemment divergentes, ne donne qu'une vision partielle du tableau. N'oublions pas que les dirigeants soviétiques étaient tout aussi enthousiastes que leurs adversaires occidentaux pour accélérer la course aux armements, tout en espérant récolter les fruits de la « détente » politique. Toutefois, voici le point essentiel : ceux qui discernent le prix de la chute du projet communiste aux seuls acteurs occidentaux tendent à présenter le colosse

INTRODUCTION

soviétique comme un simple objet que le pouvoir occidental (surtout américain) pouvait manipuler par des politiques tour à tour « dures » ou « modérées ». On méconnaît la cause essentielle si on n'analyse pas convenablement les dynamiques de l'évolution et de la transformation interne de la société soviétique. Cette transformation a suivi sa propre logique, souvent totalement détachée de toute influence ou pression extérieures.

Vu l'implication personnelle de Gorbatchev et de son « équipe » (Alexander Iakovlev, Edouard Chevardnadze, Anatoli Tcherniaev, Vadim Medvedev...) dans le processus de prise de décisions pendant les années de la perestroïka, on peut comprendre que ceux-ci aient mis à mal la thèse selon laquelle seul l'Occident peut s'attribuer une victoire totale dans la guerre froide. Si on prend en compte la chute du mur de Berlin, la réunification allemande, le retrait d'Afghanistan ainsi que des avancées sans précédent dans le domaine du désarmement, ils ont de solides arguments pour plaider leur cause. Il existe cependant des voix soviétiques divergentes : certains étaient dès le départ sceptiques sur le projet et la stratégie de Gorbatchev, d'autres (mais seulement plus tard) devinrent critiques ou même adversaires politiques (Egor Ligatchev, Vladimir Krioutchkov, Georgi Kornienko, Anatoli Dobrynine, Valentin Faline). Leurs témoignages confirment, comme on pourra le lire, les racines endogènes du processus qui, à l'arrivée d'un nouveau dirigeant sur la scène nationale, entraîna un changement qualitatif dans la politique étrangère soviétique.

On ne peut non plus ignorer les opinions des politiciens, experts et commentateurs russes, de plus en plus audibles dans la Russie de Poutine, qui, parlant après coup et pour des raisons évidentes de politique intérieure, préfèrent présenter la fin de la guerre froide comme le résultat de la politique « naïve » ou, pire, consciemment « capitularde » de Gorbatchev et de ses supporters : ils ont « trahi » l'intérêt national de leur pays en se rendant à l'ennemi historique occidental. Paradoxalement, cette interprétation de la fin de la guerre froide comme une défaite historique de l'Union soviétique, ou la description par Poutine de la désintégration du pays comme étant « la plus grande catastrophe

géostratégique du siècle dernier», rejoignent la position occidentale la plus arrogante, proclamant le triomphe absolu de l'Ouest sur son rival soviétique. Une telle thèse ne laisse pas place au doute : ce qui advint à l'Union soviétique et au régime communiste en général résulte d'une « haute trahison » de la part des initiateurs de la perestroïka.

Pour défendre leurs choix en politique intérieure et étrangère, Gorbatchev, Chevardnadze, Iakovlev et leurs autres alliés font valoir que ce qui n'avait été jusque-là qu'un simple « combat de lutteurs » entre les deux superpuissances en était arrivé à une recherche de domination stratégique par le biais d'une monstrueuse course aux armements, danger majeur pour l'humanité tout entière. C'est pourquoi tout politicien responsable devait considérer la fin de la guerre froide comme sa priorité essentielle. Ce postulat fut la base du concept de la « nouvelle pensée politique », très vite suivie par des initiatives pratiques sans précédent de la part de la direction soviétique sous Gorbatchev. Les avancées politiques extraordinaires, les propositions inattendues de compromis, les gestes et concessions unilatéraux auraient été inconcevables dans le cadre de la logique classique de confrontation entre superpuissances.

Les auteurs de la nouvelle politique étrangère soviétique, agissant selon les principes et l'esprit de la nouvelle philosophie politique, mais aussi, comme l'a souvent déclaré Gorbatchev, suivant les critères de bon sens et les normes universelles de moralité, ne voulaient admettre agir sous la contrainte ou emprunter les valeurs occidentales. Les théoriciens de la « nouvelle pensée » et ceux qui l'appliquaient la considéraient comme un « produit-maison », déterminé essentiellement par des problèmes internes. S'ils se référaient à des sources d'influence et d'inspiration occidentales, ils citaient en premier lieu les idées émises dans le manifeste Russell-Einstein, les comptes rendus de la commission Palme ou du Club de Rome, ou d'autres appels identiques appelant à mettre fin à l'absurde logique de confrontation nucléaire, et exigeant que l'attention de la politique mondiale se tourne vers les problèmes et défis globaux auxquels était confrontée l'espèce humaine. Par exemple, dans le vocabulaire de la « nouvelle pensée », des expressions telles que

INTRODUCTION

« sécurité raisonnée » et « défense non-offensive » étaient surtout défendues par des mouvements pacifistes occidentaux et des réseaux américains et ouest-européens pour la paix (tel le groupe Pugwash ou les physiciens pour un désarmement nucléaire), et n'étaient pas empruntées aux doctrines stratégiques occidentales.

De plus, en admettant qu'il y eût eu une pression réelle de l'Ouest qui influençât le développement ultérieur de la politique soviétique, les facteurs qui prenaient de l'importance dans l'évolution interne de la société soviétique n'étaient pas une question de menace militaire ni de politique de « contrainte », mais plutôt l'exemple du développement économique réussi et de séduisantes idées de liberté politique.

Assez paradoxalement, tout au moins pendant les premières années de la perestroïka, les nouveaux dirigeants soviétiques ne virent pas le danger d'une possible ruine économique si l'Union soviétique devait suivre les États-Unis dans un nouvel épisode de la course aux armements. Les chefs de la perestroïka, surtout à son début, étaient à peine conscients de l'ampleur du désastre imminent dans l'économie nationale et n'avaient qu'une vague idée de sa capacité à survivre si on abolissait la planification centralisée et si on mettait fin au système des commandes de l'administration. Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que, comme Gorbatchev l'admit plus tard, même les membres du nouveau Politburo, lui y compris, n'avaient pas encore découvert la taille monstrueuse du complexe militaro-industriel :

Déjà, quand je devins membre du Secrétariat puis du Politburo du Comité Central, j'étais conscient que ni moi-même, ni les autres membres de la direction politique, n'obtenions les chiffres réels de nos dépenses militaires. Même à l'étape suivante, en tant que Secrétaire général et chef de l'État « *de facto* », j'avais d'énormes difficultés à arracher à notre lobby militaire des informations exactes quant aux sommes englouties dans ce tonneau sans fond. Premièrement, parce que les responsables avaient pris l'habitude de n'informer personne sur l'utilisation de l'argent, et ne voulaient en aucun cas sacrifier leur statut privilégié. Et deuxièmement, très souvent eux-mêmes ne possédaient pas toutes les informations⁵.

On peut être tenté, en analysant les motivations et les attentes des initiateurs de la « nouvelle pensée », et en les comparant à son bilan, d'en conclure que tout l'édifice était construit sur des fondations plutôt branlantes. Les réformateurs initiaux du système totalitaire espéraient que le rigide communisme soviétique évoluerait sans heurts vers un modèle politique encore vague, associant le paternalisme de l'État centralisé à une version moderne et social-démocrate du capitalisme. Il est évident qu'ils étaient incapables d'envisager toutes les conséquences, sur le fonctionnement d'une économie hautement centralisée, de leur tentative d'imposer, en même temps, des réformes politiques profondes et l'introduction de la logique de marché. Ils pouvaient encore moins imaginer l'implosion de l'État multinational et, conjointement, la chute brutale de l'autorité internationale de l'URSS et, donc, de la crédibilité de sa politique étrangère.

En outre, les missionnaires soviétiques de la « nouvelle pensée » croyaient aussi, de façon idéaliste (certains diraient naïvement), qu'une fois qu'ils se seraient déclarés les « nouveaux partenaires de l'Occident », en quête de paix et de stabilité, leurs anciens adversaires accepteraient avec enthousiasme ces gages soviétiques comme argent comptant et adapteraient en conséquence leur propre politique. Ils espéraient qu'une fois débarrassé de la peur de la menace soviétique, l'Occident non seulement résisterait à la tentation de tirer un profit stratégique de la crise de transition de la société postcommuniste, mais aussi qu'il les rencontrerait à mi-chemin, dans un effort commun pour redessiner les relations internationales suivant leur projet messianique. Cependant, le fait que le résultat de leurs actions se révéla être très différent de leurs aspirations premières ne signifie pas que cette issue était inévitable.

Pour donner une image plus stéréoscopique de cette aventure politique sans précédent, il nous a semblé utile de rassembler et de comparer les témoignages d'un grand nombre d'acteurs politiques divers et de hauts fonctionnaires de l'ancienne URSS : les hommes qui s'impliquèrent dans l'élaboration et l'application de décisions majeures en politique étrangère. On leur a souvent demandé de commenter les mêmes événements. Les personnes interviewées sont issues de divers

INTRODUCTION

niveaux de la hiérarchie et représentent les plus importantes institutions politiques et *think tanks* de l'époque soviétique : l'appareil du Parti, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense, le KGB, des académiciens et des spécialistes de l'industrie militaire. Chacun, à son niveau, a joué un rôle appréciable dans la prise de décisions, en offrant ses connaissances d'expert ou en conseillant les dirigeants politiques. Ces déclarations, ajoutées aux témoignages personnels de Mikhaïl Gorbatchev et aux remarques de certains ex-membres du Politburo responsables avec lui, personnellement et politiquement, du changement extraordinaire de la politique étrangère soviétique à la fin des années 1980, nous font entendre des voix différentes, nous permettant de mieux comprendre l'origine et la trajectoire d'événements ayant entraîné la redistribution complète de l'équilibre mondial au début des années 1990.